

**Le Grand Entretien avec Alain Chouet, Ex-DGSE - Iran-Israël : La guerre de l'ombre
20 juin 2025**

Alors que le conflit larvé entre l'Iran et Israël a franchi un nouveau seuil depuis l'opération Rising Lion, conduite en grande partie par le Mossad, les dynamiques régionales sont en train de se recomposer. Cette campagne d'éliminations ciblées de hauts responsables du régime iranien, les frappes contre des infrastructures militaires et nucléaires, et la multiplication d'actions clandestines sur le sol iranien ont mis en lumière, une fois de plus, la puissance des services israéliens, mais aussi les failles inquiétantes du renseignement iranien.

Dans ce contexte, nous avons interrogé Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité à la DGSE, pour décrypter les tenants et aboutissants de cette guerre de l'ombre, ses implications régionales et internationales, et les scénarios envisageables à moyen terme.

Propos recueillis par Roland Lombardi

Le Diplomate : L'opération Rising Lion, attribuée au Mossad, a visiblement porté un coup très dur aux structures sécuritaires et nucléaires iraniennes. Quel regard portez-vous sur l'efficacité opérationnelle de cette campagne ?

Alain Chouet :

Il y a deux versants à cette campagne. Un versant militaire et un versant renseignement qui se complètent. Israël, avec l'assistance matérielle et morale de son allié américain vient de confirmer de façon spectaculaire sa supériorité dans les deux domaines au niveau régional. Face à un dispositif de défense iranien dépassé et obsolète, l'armée de l'air israélienne a acquis en quelques jours la maîtrise absolue de l'espace aérien adverse, condamnant du même coup les dispositifs de défense au sol à une quasi paralysie.

On notera quand même ce qui est largement passé sous silence par tout le monde. Pour réussir avec brio cette opération, l'aviation de l'État hébreu a bien dû traverser l'espace aérien de plusieurs pays arabes (Syrie, Irak, Jordanie, Koweït, Arabie) sans soulever la moindre remarque ou protestation. Ce qui en dit long sur l'état des rapports et relations entre États dans la région

De nombreuses figures de premier plan du régime iranien – qu'il s'agisse de responsables des Gardiens de la Révolution, de scientifiques du nucléaire ou de membres du renseignement – ont été éliminées ou ciblées. Comment expliquer, selon vous, la vulnérabilité apparente des dispositifs de sécurité internes iraniens ? Peut-on parler d'un effondrement ou d'un dysfonctionnement majeur des services iraniens ? Comment en est-on arrivé à un tel degré de porosité au sein même de l'appareil sécuritaire du régime ?

La vulnérabilité n'est pas apparente, elle est réelle. Les services de renseignements iraniens (Ministère du renseignement, services de renseignements des armées ou des Pasdarans) se sont concentrés depuis des années sur des activités exclusives de protection et de sécurité du régime et de ses chefs ainsi que sur la protection de ses programmes d'armement, en particulier balistique et nucléaire. Cette « monoculture » jointe à l'isolement croissant du pays sur la scène internationale, au manque de culture extérieure des acteurs iraniens du renseignement, a conduit les services iraniens à négliger les coopérations internationales avec d'autres services, à négliger le renseignement humain, notamment en direction des pays potentiellement hostiles et à acquérir la conviction que l'omniprésence et la férocité de leur système répressif les mettait à l'abri d'activités de pénétration et d'ingérence. Si ils ont gardé une certaine technicité dans la détection d'agents étrangers tentant de s'infiltrer, ils sont devenus myopes, voire aveugles à la trahison dans leurs propres rangs.

Le Mossad semble disposer d'un réseau humain et technique très étendu à l'intérieur de l'Iran. Quelles sont les caractéristiques structurelles de ce service qui permettent une telle projection ? Quelles sont les leçons que d'autres services, notamment européens, pourraient en tirer ?

Contrairement à d'autres grands services occidentaux auxquels leurs gouvernements respectifs imposent une vocation de veille et d'action planétaire, les services israéliens peuvent concentrer tout leur potentiel sur les menaces proches et directes contre leur pays. Celles-ci viennent essentiellement d'Iran et de ses proxys dans la région. Ainsi le service de renseignement intérieur (Shabak) s'occupe du terrorisme sur le territoire d'Israël et dans les territoires occupés (Gaza, Cisjordanie). Les services extérieurs (Aman pour les questions militaires, Mossad pour le renseignement général et les opérations de destruction et d'élimination ciblées) se concentrent essentiellement sur la menace directe que constituent l'Iran, ses proxys régionaux et ses réseaux internationaux.

Cette hyperspécialisation thématique et géographique permet à ces services, finalement assez peu nombreux de mobiliser tout leur potentiel humain et matériel sur un nombre de cibles bien identifiées et assez restreintes sur lesquelles ils travaillent sans relâche depuis des décennies.

Sur le mode de fonctionnement et les techniques de ces services, on renverra le lecteur à l'excellente série télévisée d'un rare réalisme intitulée « Téhéran », réalisée en 2020 par le cinéaste Moshe Zonder et diffusée sur la chaîne publique israélienne Kan11 puis sur Apple TV. Cette œuvre de fiction qui pourrait s'apparenter à un documentaire décrit parfaitement comment le Mossad investit sur le long terme dans le renseignement humain, le recrutement par tous les moyens possibles de sources et d'agents au sein des structures dangereuses et des services adverses, la mise en œuvre d'agents d'infrastructure, de logistique et de soutien au sein de l'importante communauté juive résiduelle en Iran.

C'est une leçon pour les services occidentaux, en particulier européens et français qui rechignent souvent aux investissements coûteux, incertains et à long terme qu'implique le renseignement de sources humaines. Au fil des années on lui a préféré des investissements lourds en renseignement technique (imagerie, cyber, interceptions, crypto, etc.), qui a l'avantage d'être parfaitement quantifiable et de se conformer à l'annualité budgétaire chère aux comptables. C'est un volet du

renseignement certes indispensable – et les services israéliens en font un usage défensif et offensif extrêmement efficace appuyé sur l'expérience du pays dans le domaine informatique et cyber – mais qui finit par trouver sa limite en ce qu'il ne permet pas de connaître le secret des intentions auquel seul le renseignement humain bien ciblé peut donner accès ni de mettre en œuvre offensive des agents locaux de terrain recrutés à des fins opérationnelles.

L'action israélienne semble aussi s'inscrire dans une coordination plus large avec d'autres agences arabes ou occidentales, notamment la CIA et peut-être selon certains la DGSE. Qu'en est-il de la coopération interservices dans ce dossier, notamment sur les plans technique et stratégique ?

Les services américains apportent traditionnellement leur concours à leurs homologues israéliens en matière d'imagerie satellite, de guidage aérien, d'identification et de localisation des cibles matérielles ou humaines ainsi qu'en soutien « diplomatique » auprès des autres acteurs régionaux. Il n'apparaît pas que la coopération aille beaucoup plus loin pour la simple raison que les services israéliens n'en ont pas besoin car ils ont développé leur propre expertise tactique et stratégique.

Je ne sais pas ce qu'il en est d'une éventuelle coopération avec les services français mais je doute qu'ils aient une grande plus-value à apporter à l'expertise des Israéliens et surtout qu'ils aient reçu l'aval de l'exécutif pour assister – et pour autant qu'ils le puissent - leurs homologues dans leurs opérations à Gaza, au Liban ou en Iran.

Quant aux services arabes de la région, qui sont plus des services de sécurité au profit des pouvoirs régnants que de véritables services de renseignement, ils n'ont pas non plus grand-chose à apporter. Ils en ont d'autant moins que les responsables politiques arabes ne semblent pas enclins à vouloir assumer vis-à-vis de leurs opinions publiques la responsabilité d'une connivence avec l'État hébreu dans son offensive contre un pays et des organisations islamiques.

Comment jugez-vous l'état réel de l'opposition iranienne, intérieure comme extérieure ? A-t-elle, selon vous, la capacité – ou le soutien nécessaire – pour incarner une alternative crédible en cas de vacillement du régime ?

L'opposition iranienne en exil (monarchistes, communistes, mudjahidin du peuple, etc.) est peu nombreuse, divisée, marginale, ignorée à l'intérieur du pays où elle a perdu tous ses relais et toute influence depuis 40 ans. Même si certains services américains estiment avoir « sur étagère » chez eux des candidats à une relève éventuelle du pouvoir, ces candidats apparaissent aussi peu crédibles que ceux qu'ils avaient voulu imposer en Afghanistan, en Libye ou en Irak. Et promis au même sort.

L'opposition interne apparaît, elle, bien réelle et majoritaire dans le pays. En particulier au sein d'une jeunesse nombreuse et dynamique qui n'en peut plus des contraintes du pouvoir des religieux et des anciens combattants ainsi que des restrictions économiques entraînées par les sanctions internationales. Mais cette opposition est désincarnée, elle n'a ni structure, ni leaders, ni agenda ni organisations dans lesquelles s'investir et proposer un programme de relève.

Jusqu'à maintenant, cette opposition s'est exprimée à plusieurs reprises de façon de plus en plus éruptive à l'occasion de mouvements de contestation des excès de la répression policière contre les revendications de libertés de la jeunesse.

Mais, même si cette opposition est encore invertébrée, elle peut en revanche constituer immédiatement un terreau fertile et un soutien déterminant à des acteurs politiques plus mûrs et porteurs d'un programme politique, économique et social en rupture avec celui des conservateurs religieux et de leur clientèle.

Il faut toutefois insister sur le fait qu'il est contre productif et même dangereux pour les Occidentaux, même animés des meilleures intentions, de manifester à ces opposants une solidarité morale ou, pire, matérielle, qui autorise le régime à les présenter comme des agents de l'étranger traîtres au peuple et à la Nation, à déconsidérer leurs revendications et à exercer contre eux la pire des répressions.

En cas de chute du régime des mollahs, quels seraient, selon vous, les scénarios possibles pour l'Iran ? Risque-t-on un effondrement à la syrienne ou à l'irakienne, ou plutôt une transition « maîtrisée » ou « sous-contrôle » à la russe à la fin de l'URSS ?

La Syrie, l'Irak ou la Libye sont les résidus mal formés, mal gérés, mal orientés du démembrement entre 1910 et 1920 de l'Empire ottoman par des puissances coloniales européennes qui ont soigneusement veillé à ce que ces pays ne deviennent pas des États Nations nuisibles à leurs intérêts.

L'Empire perse existe depuis plus de 3000 ans. Il a traversé bien des vicissitudes, des invasions, des massacres, des occupations étrangères, des ingérences extérieures. Il s'en est toujours relevé par la synergie de ses multiples composantes ethniques, culturelles et religieuses unies par une réelle fierté impériale, une adhésion intériorisée pour beaucoup à l'islam chiite et dans leur commune résistance à un environnement turc et arabe sunnite considéré comme hostile.

La structure de l'État ne repose pas comme en Syrie, en Irak ou en Libye sur le pouvoir d'un homme seul et de sa parenté proche qui en auraient confisqué tous les leviers politiques, économiques, militaires et sécuritaires. Dans le cas où le pouvoir politique du clergé viendrait à s'effriter – ce qui paraît aujourd'hui tout à fait possible - il existe en Iran suffisamment d'acteurs économiques, financiers, industriels, culturels, administratifs et même militaires pour reconstituer une structure d'État viable. C'est d'autant plus envisageable que c'est ce qu'une majorité de la population semble souhaiter et se montrer prête à soutenir une transition « maîtrisée ».

Le facteur ethnique, souvent sous-estimé, pourrait-il jouer un rôle déstabilisateur ou structurant dans l'éventuelle reconfiguration politique de l'Iran post-révolutionnaire ?

En Iran, les Persans ne représentent que 40 à 45% de la population. Le reste est constitué d'Azéris, d'Arméniens, de Kurdes, d'Arabes, de Baloutches, etc. Le facteur ethnique existe. Il ne faut pas le sous-estimer. Il ne faut pas non plus le surestimer. Toutes ces populations sont liées par un fort nationalisme iranien (à défaut d'être persan...), par la conscience d'appartenir à une grande puissance millénaire dont tous sont fiers et par une détestation partagée de leur environnement fondamentaliste sunnite (Arabie, Turquie, Afghanistan, Pakistan) soutenu par un Occident qui a plusieurs fois entravé l'évolution du pays vers la démocratie au moyen d'occupations coloniales ou de putschs militaires.

On s'en est bien aperçu lors de la guerre Iran-Irak au cours de laquelle les recrues arabophones de l'armée iranienne originaires du sud du pays n'ont pratiquement connu aucune désertion et se sont battues avec la même détermination que les autres.

Je comprends que l'armée israélienne a concentré des frappes sur Tabriz (ville à majorité azérie) et Kermanshah (ville à majorité kurde) dans l'espoir sans doute d'inciter les populations locales à se désolidariser du pouvoir de Téhéran et se rebeller. Je n'ai pas l'impression que cela fonctionne.

Dans cette affaire certains politiques et militaires israéliens me semblent faire la même erreur que certains militaires français ont faite en Algérie dans les années 60 qui consistait à jouer la carte kabyle contre la carte arabe pour provoquer des scissions et des antagonismes au sein du FLN. Ce fut un fiasco complet. L'antagonisme arabe-berbère existe bien en Algérie mais est « à usage interne ». Face à une menace extérieure, tout le monde serre les rangs.

Pensez-vous que le régime, affaibli et de plus en plus contesté, pourrait dans un sursaut tenter une fuite en avant – militaire ou nucléaire – pour renforcer son autorité ?

Compte tenu de l'état des choses, une fuite en avant militaire est exclue. L'Iran a pratiquement perdu le contrôle de son espace aérien. Bien que forte de plus d'un million d'hommes, son armée est trop éloignée de l'adversaire pour envisager une action terrestre. La présence navale américaine dans le Golfe persique et la Mer d'Oman interdit toute aventure maritime. Il ne lui reste que les missiles et les drones dont il utilise abondamment avec finalement assez peu d'effet tactique. Compte tenu des réserves estimées de ce type de matériels et de leur cadence d'utilisation, le stock disponible sera à sec en peu de temps. Et après ?

L'hypothèse d'une fuite en avant « nucléaire » ne peut être totalement exclue mais paraît tout de même improbable. D'abord parce qu'il n'est pas du tout établi que l'Iran dispose de têtes nucléaires opérationnelles ni des vecteurs capables de les délivrer sur objectif. On peut bien sûr penser à l'hypothèse d'une bombe « sale », c'est à dire un engin explosif conventionnel susceptible de disperser des matériaux radioactifs en territoire adverse.

Mais dans les deux cas, le résultat serait le même : une condamnation unanime de la communauté internationale autorisant une « vitrification » en retour qui détruirait durablement l'essence même du pays, à commencer par le pouvoir et la richesse de ses dirigeants et de leurs soutiens.

Le clergé iranien qui compte environ 400000 membres demeure le principal propriétaire immobilier et foncier du pays et son principal acteur financier. Un empire matériel auquel il a eu l'intelligence d'associer à travers des fondations « pieuses » et des emplois garantis ses principaux défenseurs que sont les anciens combattants, les veuves et orphelins de guerre, les milices des Pasdarans et des Bassidjis. Soit un bon tiers de la population du pays qui ne se laissera pas déposséder de ses avantages même s'il faut pour cela faire quelques concessions et sacrifier à titre de symbole quelques uns de ses éléments les plus en vue.

Enfin, quelle issue envisagez-vous à moyen terme dans cette confrontation entre Israël et l'Iran ? Va-t-on vers une « guerre chaude » régionale ou, au contraire, une nouvelle forme de guerre froide à intensité variable et à fronts multiples ?

Une guerre « chaude » mettant aux prises qui contre qui ? Pour faire la guerre il faut être au moins deux. On vient d'avoir la preuve éclatante qu'aucune armée régionale ne peut tenir plus de quelques jours face à la supériorité militaire, matérielle et technologique d'Israël soutenu par son allié américain.

Et, au-delà de cette disproportion, il apparaît que personne dans la région ne souhaite d'affrontement militaire. D'ailleurs, la plupart des dirigeants arabes, en particulier les pétromonarques, se réjouissent silencieusement qu'Israël fasse enfin le « sale boulot » dont ils rêvent depuis cinquante ans. Mais s'ils se réjouissent silencieusement c'est parce qu'ils savent que leurs populations ne partagent pas la même satisfaction. L'interminable offensive meurtrière contre la population de Gaza ne peut plus être justifiée uniquement par une réponse à l'insoutenable tuerie terroriste du 7 octobre. L'élimination du Hizballah et la déstabilisation du Liban non plus.

Les masses arabes et musulmanes commencent à s'inquiéter de la licence laissée à Israël avec l'assistance de l'occident, État-Unis en tête et en violation permanente du droit international, de « dire le droit » dans la région, de choisir ou d'éliminer les dirigeants des pays voisins à sa convenance, de bombarder indistinctement objectifs militaires et populations civiles, de décider pour les autres qui a le droit de faire quoi et d'y intervenir militairement sans considération de la communauté internationale. Et c'est une préoccupation qui commence aussi à se faire jour au sein des BRICS, des pays dits du « sud global », et même d'une partie de la population d'Israël.

Le spectaculaire succès de l'armée et des services de renseignements israéliens dans leur confrontation avec l'Iran et ses « proxys » (Hamass, Hizballah, régime syrien, milices chiites irakiennes, Yéménites Houthis) pourrait à terme coûter cher à Israël. On retiendra la récente observation de Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France : « Israël est en train de gagner des batailles et de perdre la guerre ».

Il pourrait bien avoir raison.

À travers leurs guerres sans fin, Netanyahu et son cabinet extrémiste sont en train de gaspiller en quelques mois le capital mondial de sympathie et même d'empathie dont bénéficiait l'Etat Hébreu depuis 1948 au risque de se couper des soutiens extérieurs dont le pays a un besoin vital. Qui aurait pu imaginer qu'un jour on brûlerait des drapeaux israéliens dans les universités américaines et européennes ? Qui aurait pu imaginer qu'un jour un premier ministre d'Israël serait inculpé par la justice internationale de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité comme le potentat de n'importe quel État-voyou ?

Et Israël est effectivement en train de se fabriquer un environnement totalement et résolument hostile et plusieurs générations nombreuses de militants résolus à provoquer sa perte.

Or l'histoire prouve qu'aucun pays, aucune nation ne peut exister durablement uniquement environné d'ennemis qui ont juré sa destruction. Les royaumes francs du Levant (Jérusalem, Tripoli, Antioche, Edesse, etc.) en ont fait l'expérience. Ils ont duré deux siècles. Et ils ont bien été contraints de rembarquer faute d'avoir pu s'insérer dans un environnement hétérogène mais unanimement hostile.